

# “Il faut engager des moyens financiers pour la petite enfance”

■ Dix-neuf organisations interpellent le gouvernement francophone qui va entamer son conclave budgétaire.

**A** côté du dossier enseignement, qui monopolise l'essentiel du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la politique pour la petite enfance passe souvent à l'arrière-plan. À quelques jours du conclave budgétaire, dix-neuf organisations (Ligue des familles, syndicats, Vie féminine, associations...) attirent l'attention du gouvernement francophone (PS-CDH) sur la nécessité de dégager des moyens pour la petite enfance.

L'actuel contrat de gestion de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) prévoit une grande réforme de l'accueil des 0-3 ans. À l'étude depuis 2015, celle-ci est aujourd'hui en rade, recalée avant l'été par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

## Le tableau n'est pas rose

Le conclave budgétaire scellera l'avenir ou la mort de ce projet, insistent les associations: sans engagement financier avant les élections régionales de mai 2019, la réforme sera renvoyée aux calendes grecques et, dans la foulée, les réponses aux besoins des familles, s'inquiètent les associations.

La situation actuelle est loin d'être brillante, ne fût-ce qu'en matière d'accessibilité aux lieux d'accueil pour bébés et jeunes enfants. En Belgique francophone, on ne compte qu'une place en crèche pour trois enfants. Et seule une place sur cinq est accessible à un prix démocratique.

Si on y ajoute des modes de fonctionnement peu souples par rapport aux besoins des pa-

rents, l'absence de mixité sociale, des structures au bord de la faillite et des professionnels en manque de reconnaissance, on voit que le tableau n'est pas rose.

## Un projet ambitieux

La ministre de tutelle de l'ONE, Alda Greoli (CDH), avait déposé, fin juillet, un ambitieux projet de réforme qui renforce la qualité, prévoit de véritables postes de direction dans les crèches et des places moins chères, soulignent les organisations.

Mais le secteur de la petite enfance a dû déchanter en apprenant, avant la pause de l'été, que cette réforme avait été reportée. Laisser au prochain exécutif le soin de reprendre la réforme de zéro serait *“un échec lourd pour l'actuel gouvernement”*, avertissent les organisations.

Les analyses des économistes sont là pour démontrer qu'investir dans la petite enfance, c'est rentable, ajoutent-elles : chaque euro investi en rapporte entre 3 et 5, selon les études. Parce qu'un accueil précoce des tout-petits, s'il est de qualité et assuré par des professionnels formés, permet de favoriser le développement physique, psychologique et social de l'enfant. Et, donc, plus tard, de diminuer le décrochage scolaire. Les dix-neuf organisations demandent donc instamment au gouvernement francophone de dégager les moyens nécessaires pour entamer cette réforme. Elles réclament aussi le lancement de la prochaine programmation de création de places du Plan Cigogne III (6 400 nouvelles places d'accueil entre 2019 et 2022).

*“Cette réforme fait partie des dossiers portés par le gouvernement lors de la préparation de ce budget 2019”*, a assuré, jeudi, la ministre Greoli à l'agence Belga.

An.H.